

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2228

[C — 27461]

23 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités techniques de détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres intervenant dans le calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques notamment l'article 7, § 1er, remplacé par le décret du 23 décembre 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 22 février 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « administration » : la Direction Taxe et Redevance de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2° « décret » : le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

CHAPITRE II. — Détermination des charges polluantes N1, N2 et N3

Section I^{re}. — Prélèvement d'échantillons

Art. 2. § 1er. Le redevable qui opte pour la détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres de taxation est tenu de faire procéder à des échantillonnages asservis au débit des eaux usées industrielles déversées pendant une période d'au moins 24 heures. La longueur de cette période et la fréquence des échantillonnages sont déterminées par l'Administration en fonction des variations prévisibles du volume et de la qualité des eaux usées industrielles déversées.

Pour la détermination de la charge polluante N1, les échantillonnages ont lieu au cours du mois de plus grande activité de l'année qui correspond au mois de l'année pendant lequel il peut raisonnablement être prévu :

— soit que la charge polluante déversée est la plus élevée;

— soit que l'activité de l'entreprise est la plus importante.

Si l'entreprise comprend plusieurs départements dont la nature de l'activité et la période au cours de laquelle celle-ci s'exerce sont clairement distinctes, la notion de mois de plus grande activité s'applique à chaque département.

§ 2. Les échantillonnages sont réalisés, aux frais du redevable, par un laboratoire agréé, aux points de contrôle définis dans l'autorisation de déversement. Il peut être fait usage de l'appareillage appartenant à l'entreprise pour autant que le bon fonctionnement dudit appareillage ait été vérifié au préalable par un laboratoire agréé.

Art. 3. § 1er. Huit jours au moins avant la réalisation d'échantillonnages visés à l'article 2, § 2, le redevable notifie par télécopie à l'Administration la date et l'heure du début du prélèvement afin de permettre à celle-ci d'y déléguer, le cas échéant, un représentant.

§ 2. Au moins au début et à la fin du prélèvement, le redevable procède, sous le contrôle du responsable du laboratoire agréé ou du représentant de l'Administration, au relevé du volume d'eau enregistré par les dispositifs de comptage installés sur les conduites d'alimentation en eau et sur les voies d'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, au relevé des niveaux d'eau dans les différents réservoirs.

Il communique d'initiative au responsable du laboratoire agréé les chiffres de production de l'entreprise pendant la période de prélèvement et tout autre élément d'information permettant d'apprécier le caractère représentatif des eaux usées déversées pendant cette période.

Les informations visées aux alinéas 1er et 2 sont annexées au rapport du laboratoire agréé.

Le redevable joint le rapport du laboratoire agréé à la déclaration qu'il adresse à l'Administration conformément aux articles 18 à 20 du décret.

§ 3. Durant toute la durée du prélèvement, le représentant de l'Administration procède aux contrôles qu'il juge nécessaires et communique, le cas échéant, au responsable du laboratoire toute instruction utile au bon déroulement des opérations d'échantillonnage.

Section II. — Détermination des valeurs des paramètres

Art. 4. Les analyses sont effectuées conformément aux procédures définies par l'Institut belge de Normalisation ou, à défaut, conformément aux procédures déterminées par l'Institut scientifique de Service public (ISSEP) et suivant les directives de l'Administration.

S'il apporte la preuve que les valeurs de certains paramètres ne peuvent être que nulles ou proches du seuil de détection compte tenu de la nature des produits et des procédés mis en œuvre dans l'entreprise, le redevable peut demander par écrit à l'Administration de le dispenser de la détermination des valeurs de ces paramètres.

Art. 5. L'Administration peut renoncer à prendre en compte les valeurs relevées lors d'un épisode particulier de pollution si celui-ci présente manifestement un caractère accidentel, non répétitif et de courte durée et n'est pas imputable à la négligence continue du redevable.

Section III. — Modalités de prise en compte des paramètres

Art. 6. § 1er. Si l'Administration dispose du résultat des analyses menées sur plusieurs échantillons jugés suffisamment représentatifs prélevés à un même point de rejet, la charge polluante N1 est déterminée sur la base du débit moyen journalier et de la moyenne arithmétique des valeurs mesurées des paramètres M.S. et D.C.O. Si le volume déversé au cours des périodes de prélèvement a été mesuré, l'Administration prend en compte la moyenne pondérée des valeurs mesurées de ces paramètres en attribuant à chacune d'elles un poids proportionnel au volume déversé

Le débit moyen journalier est celui observé au cours du mois de plus grande activité de l'année.

§ 2. Les charges polluantes N1 sont calculées séparément par point de rejet. Toutefois, si l'entreprise compte plusieurs points de rejet d'eaux usées industrielles dont un au moins débite pendant moins de 225 jours par an, chaque point de rejet de ce type est converti en un point de rejet d'eau de mêmes caractéristiques débitant pendant un nombre de jours égal au nombre annuel de jours au cours desquels un déversement quelconque a été observé. A cette fin, le débit moyen journalier est réduit en proportion inverse de l'augmentation fictive du nombre de jours de déversement. La charge polluante globale N1 s'obtient en additionnant les charges polluantes correspondantes de chaque point de rejet, déterminées suivant la formule définie à l'article 6 du décret.

§ 3. Si des eaux usées sont déversées pendant des périodes d'activité nulle ou très réduite de l'entreprise avec une charge journalière moyenne inférieure à 10 % de la charge journalière moyenne déversée pendant les périodes d'activité normale de l'entreprise, l'Administration peut renoncer à prendre en compte le rejet effectué en dehors de la période d'activité normale de l'entreprise pour la détermination de la charge polluante N1.

Art. 7. Si l'Administration dispose du résultat des analyses menées sur plusieurs échantillons prélevés à un même point de rejet, les charges polluantes N2 et N3 sont déterminées sur la base du volume annuel d'eaux usées industrielles déversées et de la moyenne arithmétique des valeurs mesurées des paramètres « métaux lourds et nutriments ». Si le volume déversé au cours des périodes de prélèvement a été mesuré, l'Administration prend en compte la moyenne pondérée des valeurs mesurées de ces paramètres en attribuant à chacune d'elles un poids proportionnel au volume déversé.

Les charges polluantes N2 et N3 s'obtiennent en additionnant les charges polluantes correspondantes de chaque point de rejet, déterminées suivant la formule définie à l'article 6 du décret.

CHAPITRE III. — Détermination de la charge polluante N4

Art. 8. § 1er. L'écart moyen de température appliqué au volume annuel d'eaux de refroidissement est égal à l'écart entre la température moyenne des eaux déversées et la température moyenne des eaux prélevées telles que déterminées au départ d'un enregistrement continu des températures. L'écart peut également correspondre à la moyenne arithmétique des écarts horaires mesurés entre ces deux températures.

La charge polluante N4 s'obtient en additionnant les charges polluantes correspondantes de chaque point de rejet, déterminées suivant la formule définie à l'article 6 du décret.

Le calcul de la charge polluante est effectué séparément pour chaque point de rejet.

§ 2. Le redevable est tenu de faire procéder aux mesures de température visées au § 1er suivant les directives de l'Administration.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 9. Les valeurs de Q, Q1, Q2, M.S. et D.C.O. intervenant directement dans le calcul des charges polluantes et exprimées dans les unités définies par le décret sont arrondies au nombre entier supérieur.

Les valeurs de Xi, Yi, Zi, N, P et δ, intervenant directement dans le calcul des charges polluantes et exprimées dans les unités définies par le décret sont arrondies au nombre entier supérieur.

La valeur de d, nombre sans dimension, intervenant directement dans le calcul de charge polluante ainsi que les valeurs de N1, N2, N3 et N4 exprimées en unités de charge polluante sont arrondies à la seconde décimale supérieure.

Les montants de la taxe exprimés en francs sont arrondis à l'unité supérieure.

Art. 10. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 23 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2228

[C — 27461]

23. JUNI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der technischen Verfahrensweise zur Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter, die in der Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser eine Rolle spielen.

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, insbesondere des durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 ersetzten Artikels 7, § 1.

Aufgrund des am 22. Februar 1994 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Verwaltung » : die Direktion der Steuer und der Gebühr der Abteilung für Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° « Dekret » : das Dekret vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern.

KAPITEL II. — Bestimmung der Schadstoffbelastungen N1, N2, N3

Abschnitt I. — Probeentnahme

Art. 2. § 1. Der Abgabepflichtige, der sich für die Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter zur Festlegung der Abgabe entscheidet, ist verpflichtet, Probeentnahmen im Verhältnis zur Menge des während einer Periode von mindestens 24 Stunden eingeleiteten industriellen Abwassers vornehmen zu lassen. Die Dauer dieser Periode und die Häufigkeit der Probeentnahmen werden von der Verwaltung auf Grundlage der voraussehbaren Schwankungen des Volumens und der Qualität des eingeleiteten industriellen Abwassers bestimmt.

Für die Bestimmung der Belastung N1 finden die Probeentnahmen während des arbeitsreichsten Monats des Jahres statt; dieser Monat ist derjenige während dessen man vernünftig davon ausgehen kann, daß:

- entweder die eingeleitete Schadstoffbelastung am höchsten sein wird;
- oder der Betrieb am meisten arbeiten wird.

Wenn das Unternehmen aus mehreren Abteilungen besteht, deren Tätigkeitsbereich und Tätigkeitsperiode deutlich unterschiedlich sind, ist der Begriff des arbeitsreichsten Monats für jede Abteilung differenziert anzuwenden.

§ 2. Die Probeentnahmen werden zu Lasten des Abgabepflichtigen an den in der Einleitungsgenehmigung festgelegten Kontrollstellen durch ein zugelassenes Labor durchgeführt. Die dem Unternehmen gehörenden Ausrüstungen dürfen zu diesem Zweck verwendet werden, unter der Voraussetzung, daß die fehlerfreie Funktion dieser Ausrüstungen im voraus durch ein zugelassenes Labor geprüft worden ist.

Art. 3, § 1. Zumindest acht Tage vor der Durchführung der in Art. 2, § 2 erwähnten Musternahmen teilt der Abgabepflichtige der Verwaltung das Datum und die Uhrzeit des Anfangs der Probeentnahme per Fernkopie mit, damit die Verwaltung gegebenenfalls einen Vertreter an Ort und Stelle schicken kann.

§ 2. Zumindest am Anfang und am Ende der Probeentnahme führt der Abgabepflichtige unter Aufsicht des Verantwortlichen des zugelassenen Labors oder des Vertreters der Verwaltung die Messung des anhand von an den Wasserversorgungs- und Abwasserleitungen installierten Zählvorrichtungen registrierten Wasservolumens aus. Gegebenenfalls führt er Messungen des Wasserpegels in den verschiedenen Behältern aus.

Aus eigener Initiative teilt er dem Verantwortlichen des zugelassenen Labors die Produktionszahlen des Unternehmens während der Entnahmeperiode mit, oder jegliche andere Information im Hinblick die korrekte Einschätzung des repräsentativen Charakters des während dieser Periode eingeleiteten Abwassers.

Die in Absatz 1 und 2 gemeinten Daten werden dem Bericht des zugelassenen Labors beigelegt.

Der Abgabepflichtige legt den Bericht des zugelassenen Labors der Erklärung, die er der Verwaltung gemäß Art. 18 bis 20 des Dekrets zuschickt, bei.

§ 3. Während der ganzen Dauer der Probeentnahme führt der Vertreter der Verwaltung alle Kontrollen aus, die er als erforderlich betrachtet, und teilt gegebenenfalls dem Verantwortlichen des Labors alle zum reibungslosen Verlauf der Probeentnahmetätigkeiten nützlichen Anweisungen mit.

Abschnitt II. — Bestimmung der Parameterwerte

Art. 4. Die Analysen werden gemäß den vom Belgischen Institut für Normung festgelegten Verfahren, oder mangels deren, gemäß den vom « Institut scientifique de Service Public » — ISSEP (Wissenschaftlichen Institut öffentlicher Dienststellen) festgelegten Verfahren, und nach den Richtlinien der Verwaltung durchgeführt.

Wenn der Abgabepflichtige den Beweis beibringt, daß aufgrund der Eigenart der Produkte und der im Unternehmen angewandten Verfahren die Werte mancher Parameter nur gleich Null oder der Wahrnehmungsschwelle nahe sein können, kann er der Verwaltung einen schriftlichen Antrag zuschicken, um von der Bestimmung der Werte dieser Parameter befreit zu werden.

Art. 5. Die Verwaltung kann darauf verzichten, die während einer besonderen Verschmutzungsperiode gemessenen Werte in Betracht zu ziehen, wenn diese Episode deutlich einen zufälligen, sich nicht wiederholenden, in der Zeit kurzen Charakter aufweist, und nicht auf eine dauerhafte Fahrlässigkeit des Abgabepflichtigen zurückzuführen ist.

Abschnitt III. — Verfahrensweise zur Berücksichtigung der Parameter

Art. 6. § 1. Wenn die Verwaltung über das Ergebnis der auf mehreren, als zureichend repräsentativ geachteten, und an derselben Ableitstelle entnommenen Proben beruhenden Analysen verfügt, wird die Belastung N1 auf der Grundlage der täglichen Durchschnittsmenge und des arithmetischen Mittelwertes der gemessenen Werte für die Parameter MS und CSB bestimmt. Wenn das während der Probeentnahmeperioden abgeleitete Volumen gemessen worden ist, berücksichtigt die Verwaltung das gewogene Mittel der für diese Parameter gemessenen Werte, indem jedem dieser Werte ein dem eingeleiteten Volumen entsprechendes Gewicht zugeteilt wird.

Die durchschnittliche Tagesmenge ist diejenige, die im arbeitsreichsten Monat des Jahres festgestellt wird.

§ 2. Die Verschmutzungsbelastungen N1 werden für jede Ableitstelle separat berechnet. Wenn das Unternehmen jedoch mehrere Ableitstellen von industriellem Abwasser zählt, von denen mindestens eine während weniger als 225 Tage pro Jahr ableitet, dann wird jede Ableitstelle dieses Typs in eine Ableitstelle mit denselben Charakteristiken umgewandelt, von der aber davon ausgegangen wird, daß die Anzahl Tage, während deren sie ableitet, eigentlich der Anzahl Tage, während deren überhaupt irgendein Ableiten von Abwasser festgestellt worden ist, entspricht. Zu diesem Zweck wird die durchschnittliche Tagesableitmenge im umgekehrten Verhältnis zur fiktiven Steigerung der Anzahl Ableittage reduziert. Die Globalbelastung N1 erhält man durch Addierung der entsprechenden Belastungen von jeder Ableitstelle, welche nach der im Artikel 6 des Dekrets festgelegten Formel bestimmt werden.

§ 3. Wenn Abwasser während Perioden der Nullaktivität oder sehr geringer Aktivität des Betriebs abgeleitet wird mit einer durchschnittlichen Tagesbelastung, die niedriger ist als 10 % der durchschnittlichen Tagesbelastung während Perioden der normalen Aktivität des Betriebes, kann die Verwaltung darauf verzichten, das außerhalb der Periode der Normalaktivität des Betriebes abgeleitete Abwasser für die Bestimmung der Verschmutzungsbelastung N1 zu berücksichtigen.

Art. 7. Wenn die Verwaltung über das Ergebnis der Analysen verfügt, die anhand von mehreren an derselben Ableitstelle entnommenen Proben ausgeführt wurden, dann werden die Verschmutzungsbelastungen N2 und N3 auf Grundlage des Jahresvolumens des abgeleiteten industriellen Abwassers und des arithmetischen Mittelwertes der für die Parameter « Schwermetalle und sonstige Nährstoffe » gemessenen Werte bestimmt. Wenn das während der Entnahmeperioden abgeleitete Volumen gemessen worden ist, berücksichtigt die Verwaltung das gewogene Mittel der für diese Parameter gemessenen Werte, indem jedem dieser Werte ein dem eingeleiteten Volumen entsprechendes Gewicht zugeteilt wird.

Die Globalbelastungen N2 und N3 erhält man durch Addierung der entsprechenden Belastungen von jeder Ableitstelle, welche nach der im Artikel 6 des Dekrets festgelegten Formel bestimmt werden.

KAPITEL III. — Bestimmung der Schadstoffbelastung N4

Art. 8. § 1. Der durchschnittliche Temperaturunterschied für das jährliche Kühlwasservolumen gleicht dem Unterschied zwischen der Durchschnittstemperatur des abgeleiteten Wassers und der Durchschnittstemperatur des entnommenen Wassers auf Grund der Bestimmung ab einer ununterbrochenen Registrierung der Temperaturen. Dieser Unterschied kann auch dem arithmetischen Mittel der zwischen diesen beiden Temperaturen gemessenen stündlichen Unterschiede entsprechen.

Die Belastung N4 erhält man durch Addierung der entsprechenden Belastungen von jeder Ableitstelle, welche nach der im Artikel 6 des Dekrets festgelegten Formel bestimmt werden.

Die Berechnung der Verschmutzungsbelastung erfolgt separat für jede Ableitstelle.

§ 2. Der Abgabepflichtige ist verpflichtet, die in § 1 genannten Temperaturmessungen nach den Richtlinien der Verwaltung durchführen zu lassen.

KAPITEL IV. — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 9. Die Werte Q, Q1, Q2, MS. und CSB., die in der Berechnung der Belastungen eine direkte Rolle spielen und in den vom Dekret definierten Einheiten ausgedrückt sind, werden nach oben, auf die nächste Ganzzahl abgerundet.

Die Werte Xi, Yi, Zi, N, P und S, die in der Berechnung der Belastungen eine direkte Rolle spielen und in den vom Dekret definierten Einheiten ausgedrückt sind, werden nach oben, auf die nächste Ganzzahl abgerundet.

Der Wert von d, einer dimensionslosen Zahl, die in der Berechnung der Belastungen eine direkte Rolle spielt, sowie die in Belastungseinheiten ausgedrückten Werte von N1, N2, N3 und N4, werden nach oben, auf die nächste zweite Dezimalzahl abgerundet.

Die in Francs ausgedrückten Beträge der Abgabe werden nach oben, auf die nächste Einheit, abgerundet.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpölitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 2228

[C — 27461]

23 JUNI 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van technische modaliteiten voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de parameters die tussenkomen in de berekening van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 7, § 1, gewijzigd bij decreet van 23 december 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 februari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Bestuur : de Directie Belastingen en Heffingen van de Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° decreet : het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling van de verontreinigende lasten N1, N2 en N3*

Sectie I. — Monsternemingen

Art. 2. § 1. De belastingplichtige die opteert voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de belastingparameters moet monsternemingen laten uitvoeren in verhouding tot de hoeveelheid industrieel afvalwater geloosd tijdens een periode van minstens 24 uren. Het Bestuur bepaalt de duur van die periode en de frekwentie van de monsternemingen op grond van de voorzienbare veranderingen van de hoeveelheid en de kwaliteit van het geloosde industriële afvalwater.

Voor de bepaling van de verontreinigende last N1 vinden de monsternemingen plaats in de loop van de drukste maand van het jaar, waarvan redelijkerwijze mag worden aangenomen dat ze de maand is waarin :

- hetzij de geloosde verontreinigende last het grootst is;
- hetzij het bedrijf het meest actief is.

Indien het bedrijf bestaat uit verschillende departementen waarvan de aard van de activiteit en de periode waarin ze plaatsvindt, duidelijk onderscheiden zijn, wordt het begrip « drukste maand » op ieder departement toegepast.

§ 2. De monsternemingen worden op kosten van de belastingplichtige op de in de lozingsvergunning bedoelde controlepunten door een erkend laboratorium uitgevoerd. Er mag gebruik worden gemaakt van de apparatuur van het bedrijf, op voorwaarde dat een erkend laboratorium eerst heeft nagegaan of ze goed werkt.

Art. 3. § 1. Minstens acht dagen vóór de in artikel 2, § 2, bedoelde monsternemingen stelt de belastingplichtige het Bestuur in kennis van de dag en het uur waarop de monsterneming aanvangt om het in staat te stellen eventueel een afgevaardigde ter plaatse te sturen.

§ 2. Onder toezicht van de verantwoordelijke van het erkende laboratorium of van de afgevaardigde van het Bestuur laat de belastingplichtige, althans aan het begin en aan het einde van de monsterneming, overgaan tot de opmeting van de hoeveelheid water opgenomen door meettoestellen die aangesloten zijn op de leidingen voor watertoevoer en afvalwaterafvoer en, in voorkomend geval, tot de opmeting van het waterniveau in de verschillende tanks.

Op eigen initiatief verstrekt hij de verantwoordelijke van het erkende laboratorium de productiecijfers van het bedrijf tijdens de periode van de monsternemingen alsmede alle inlichtingen over het representatieve karakter van de tijdens dezelfde periode gestorte hoeveelheid afvalwater.

De in de eerste en tweede leden bedoelde inlichtingen worden bij het verslag van het erkende laboratorium gevoegd.

De belastingplichtige voegt het verslag van het erkende laboratorium bij de aangifte die hij overeenkomstig de artikelen 18 tot 20 van het decreet aan het Bestuur richt.

§ 3. Tijdens de hele duur van de monsternemingen voert de afgevaardigde van het Bestuur de controles uit die hij nuttig acht en verstrekt hij de verantwoordelijke van het laboratorium eventueel alle voor het goede verloop van de monsternemingen vereiste instructies.

Sectie II. — Bepaling van de parameterswaarden

Art. 4. De analyses worden uitgevoerd overeenkomstig de door het Belgisch Instituut voor Normalisatie bepaalde procedures of overeenkomstig de procedures bepaald door het « Institut scientifique de Service public (ISSEP) » en aan de hand van de richtlijnen van het Bestuur.

Als de belastingplichtige het bewijs levert dat de waarden van bepaalde parameters, rekening houdend met de aard van de binnen het bedrijf aangewende produkten en procédés, slechts gelijk aan nul zijn of dicht bij de detectiegrens liggen, mag hij het Bestuur schriftelijk verzoeken om vrijstelling van de bepaling van de waarden van die parameters.

Art. 5. Het Bestuur hoeft de tijdens een bijzondere vervuilingfase opgemeten waarden niet langer in aanmerking te nemen indien die fase klaarblijkelijk een toevallig, niet repetitief en kortstondig karakter vertoont en niet te wijten is aan de permanente nalatigheid van de belastingplichtige.

Sectie III. — Modaliteiten voor het in aanmerking nemen van de parameters

Art. 6. § 1. Als het Bestuur beschikt over het resultaat van de analyses uitgevoerd op verschillende voldoende representatief geachte monsters die op dezelfde loosplaats zijn genomen, wordt de verontreinigende last N1 bepaald op grond van de gemiddelde dagelijkse hoeveelheid en van het rekenkundige gemiddelde van de opgemeten waarden van de parameters S.S. en C.O.D. Indien de tijdens de periodes van monsternemingen geloosde hoeveelheid is opgemeten, neemt het Bestuur het gewogen gemiddelde van de opgemeten waarden van die parameters in aanmerking door aan ieder van hen een gewicht toe te kennen dat evenredig is met de geloosde hoeveelheid.

De gemiddelde dagelijkse hoeveelheid is gelijk aan die van de drukste maand van het jaar.

§ 2. De verontreinigende lasten N1 worden afzonderlijk per loospunt berekend. Indien het bedrijf zijn industrieel afvalwater echter op verschillende plaatsen loost waarvan minstens één 225 dagen per jaar wordt gebruikt, wordt elke loosplaats van dat type omgezet in een waterlozingspunt met dezelfde kenmerken, waar geloosd wordt tijdens een aantal dagen dat gelijk is aan het jaarlijks aantal dagen waarop een of andere lozing is vastgesteld. Daartoe wordt de gemiddelde dagelijkse hoeveelheid in omgekeerde verhouding tot de fictieve vermeerdering van het aantal loosdagen verminderd. De globale verontreinigende last N1 wordt verkregen door optelling van de met elk loospunt overeenstemmende verontreinigende lasten die aan de hand van de in artikel 6 van het decreet bedoelde formule zijn vastgesteld.

§ 3. Als afvalwater wordt geloosd tijdens de periodes waar de activiteit van het bedrijf gelijk aan nul of zeer beperkt is, met een gemiddelde dagelijkse last die kleiner is dan 10 % van de gemiddelde dagelijkse last geloosd tijdens de normale activiteitsperiodes van het bedrijf, hoeft het Bestuur voor de bepaling van de verontreinigende last N1 niet langer rekening te houden met de buiten de normale activiteitsperiode van het bedrijf verrichte lozing.

Art. 7. Als het Bestuur beschikt over het resultaat van de analyses verricht op verschillende monsters die op hetzelfde loospunt zijn genomen, worden de verontreinigende lasten N2 en N3 vastgesteld op basis van de jaarlijkse hoeveelheid geloosd industrieel afvalwater en van het rekenkundige gemiddelde van de opgemeten waarden van de parameters « zware metalen en voedingsstoffen ». Als de tijdens de periodes van monsternemingen gestorte hoeveelheid is opgemeten, neemt het Bestuur het gewogen gemiddelde van de opgemeten waarden van die parameters in overweging door aan ieder van hen een met de gestorte hoeveelheid evenredig gewicht toe te kennen.

De verontreinigende lasten N2 en N3 worden verkregen door optelling van de met ieder loospunt overeenstemmende verontreinigende lasten die aan de hand van de in artikel 6 van het decreet bedoelde formule zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — Bepaling van de verontreinigende last N4

Art. 8. § 1. Het gemiddelde temperatuurverschil toegepast op de jaarlijkse hoeveelheid koelwater is gelijk aan het verschil tussen de gemiddelde temperatuur van het geloosde water en de gemiddelde temperatuur van het afgenomen water, zoals bepaald aan het begin van een onafgebroken temperaturopneming. Het verschil kan eveneens overeenstemmen met het rekenkundige gemiddelde van de uurverschillen die tussen die twee temperaturen zijn gemeten.

De verontreinigende last N4 wordt verkregen door optelling van de met elk loospunt overeenstemmende verontreinigende lasten die aan de hand van de in artikel 6 van het decreet bedoelde formule zijn vastgesteld.

De verontreinigende last wordt voor elk loospunt afzonderlijk berekend.

§ 2. De belastingplichtige moet tot de in § 1 bedoelde temperaturopnemingen volgens de richtlijnen van het Bestuur laten overgaan.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 9. De waarden van Q, Q1, Q2, S.S. en C.O.D. die rechtstreeks tussenkomen in de berekening van de verontreinigende lasten en zijn uitgedrukt in de bij het decreet vastgestelde eenheden, worden op het hele aantal naar boven afgerond.

De waarden van Xi, Yi, Zi, N, P en δ die rechtstreeks tussenkomen in de berekening van de verontreinigende lasten en zijn uitgedrukt in de bij het decreet vastgestelde eenheden, worden op het hele aantal naar boven afgerond.

De waarde van d, aantal zonder dimensie dat rechtstreeks tussenkomt in de berekening van de verontreinigende last, alsmede de waarden van N1, N2, N3 en N4, uitgedrukt in verontreinigende lasteenheden, worden op de tweede decimaal naar boven afgerond.

De in frank uitgedrukte bedragen van de belasting worden op de eenheid naar boven afgerond.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN